

Convention collective départementale

IDCC : 1274. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(CORRÈZE)**

(30 septembre 1983)

(Etendue par arrêté du 27 août 1984,
Journal officiel du 5 septembre 1984)

AVENANT N° 67 DU 11 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2009

NOR : *ASET0950102M*

IDCC : 1274

Entre :

L'UIMM de la Corrèze,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, les partenaires sociaux conviennent de l'application du barème ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2009.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié et supporter, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les valeurs prévues par le barème ci-dessous seront applicables *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement ou de catégorie, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise.

**Rémunérations annuelles garanties
applicables à compter du 1^{er} janvier 2009**

Pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	15 853
	2	145	15 860
	3	155	15 868
II	1	170	16 005
	2	180	16 020
	3	190	16 042
III	1	215	16 220
	2	225	16 351
	3	240	16 649
IV	1	255	17 194
	2	270	17 791
	3	285	18 661
V	1	305	20 305
	2	335	22 210
	3	365	24 135
	4	395	26 284

Ces rémunérations annuelles garanties s'entendent prime conventionnelle de vacances et prime conventionnelle de fin d'année exclues.

Indemnités de panier (art. 21 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) à compter du 1^{er} janvier 2009 :

- prime de panier de jour : 4,26 € ;
- prime de panier de nuit : 5,16 €.

Formalités de dépôt

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail. Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord.

Fait à Brive, le 11 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)